



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT DU  
MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME**

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail [sspm@sspm.sn](mailto:sspm@sspm.sn)

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEM	Ministère de l'Economie Maritime
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## TABLE DES MATIERES

<b>I. SYNTHESE DE NOS TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTAT D'AUDIT .....	6
1.2.1. Echantillon .....	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	7
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière .....	9
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense .....	10
1.3. RECOMMANDATIONS .....	10
1.3.1. Recommandations sur le dispositif .....	10
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés .....	11
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>12</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	12
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	12
<b>III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>15</b>
<b>IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>16</b>
4.1. ETAPES DE LA MISSION .....	16
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION .....	16
4.2.1. La Préparation de la mission .....	17
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège .....	18
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	18
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	20
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE .....	21
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES .....	21
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE .....	22
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS .....	23
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>23</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....	23
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES .....	25
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM) .....	25
5.2.2. La Commission des Marchés .....	25
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION .....	26
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	26
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	26
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS .....	26
<b>VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES .....</b>	<b>27</b>
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	27
6.2.2. Constat d'audit sur le volet de l'exécution financière .....	41
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	46
<b>VII. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>48</b>
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	48
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....	48
7.2. 1. Recommandations relatives aux AOO .....	48

7.2.2. Recommandations relatives aux DRP .....	49
7.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la DAGE en matière de passation des marchés.....	49
7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	49
<b>VIII. ANNEXES.....</b>	<b>50</b>
<b>ANNEXE : 1 STATISTIQUES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION .....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXE 3 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....</b>	<b>54</b>

## **I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement du Ministère de l'Économie Maritime**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement du Ministère de l'Économie Maritime, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

### ***1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics***

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement (DAGE) du Ministère de l'Économie Maritime, se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**
  - ✓ La mise en place de la Cellule de Passation des Marchés conformément aux dispositions de l'article 35 du CMP est effective par note de service

n°2280/MEM/DAGE en date du 31/12/2010 et comportant un coordonnateur et deux membres.

- ✓ La mise en place de la Commission des Marchés est effective par arrêté n° 001853 /MEM/DAGE en date du 24 02 2011 et comportant deux membres titulaires, deux suppléants et un représentant du service bénéficiaire comme membre.

- **Rapport annuel sur les marchés**

La Cellule de Passation de Marchés a transmis le 06 avril 2012 le rapport annuel sur les marchés publics 2011 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2012, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

- **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGM) établis**

- ✓ La DAGE a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des Marchés qui comporte des activités totalement différentes des activités réalisées pour la gestion 2011 (seuls cinq activités du plan de passation ont été déroulées et toutes les autres activités exécutées pour la gestion 2011 ne sont pas inscrites dans le PPM)
- ✓ L'avis général de passation des marchés a été publié dans le quotidien le « SOLEIL » des 05 et 06 mars 2011.

- **Registre des marchés**

La Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement (DAGE) du Ministère de l'Economie Maritime, ne dispose pas de registre des marchés.

## ***1.2. Constat d'audit***

### **1.2.1. Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés, au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics. A ce propos, nous avons reçu de la Cellule de Passation des Marchés du MEM une liste des marchés comportant onze (11) AON pour montant de **cinq cent soixante-quatre millions sept cent soixante-onze mille cinq cent vingt-quatre Francs (564 771 524 F CFA), deux (2)**

Prestations intellectuelles pour un montant de **neuf cent treize millions cinq cent cinquante-six mille quatre cent soixante-trois (913 556 465 F CFA)** et 68 DRP pour un montant de **Sept cent quarante-trois millions cinq cent dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix Francs CFA (743 519 790 F CFA)**. Cependant, les données du SIGFIP que nous avons reçues ne nous semblent pas comporter tous les marchés conclus par la DAGE au titre de la gestion 2011. C'est pourquoi, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité des marchés présentés à la mission par la DAGE du MEM.

Conformément aux TDR, nous avons extrait les contrats conclus par la DAGE au titre de la gestion 2011 qui sont couverts par la mission. Ainsi, notre échantillon a porté sur l'unique Appel d'offres passé par la DAGE et 18 DRP pour un montant global de **trois cent deux millions deux cent quatre-vingt-neuf mille sept cent soixante-quatre Francs CFA (302 289 764 F CFA)** soit un **taux de couverture de 26%**.

*Rappel des seuils applicables à la DAGE en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007*

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### 1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

#### *a) Sur l'appel d'offres F\_DAGE\_04*

- Absence de dossier de consultation (DAO)
- Absence d'accusé de réception des fournisseurs
- les offres financières des soumissionnaires ne sont pas archivées
- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP
- Le contrat au marché n'est pas joint au dossier
- L'offre de SAVAM est jugée non exhaustive à l'examen préliminaire mais par la suite acceptée pour examen détaillé.

#### *b) Des marchés portant sur le même montant*

- ✓ Diagnostic du système informatique, contrôle et suivi de l'installation des complexes frigorifiques pour un même montant de neuf millions quatre

cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cent soixante Francs CFA TTC (9 499 660 F CFA TTC).

- ✓ Suivi de la fonctionnalité des complexes frigorifiques et études sur les conditions minimales pour bénéficier de l'appui de la cellule de redéploiement industriel pour un même montant **de F CFA TTC 9 994 600.**

*c) Fractionnements sur les marchés déroulés*

L'examen des DRP de la DAGE du Ministère de l'Economie Maritime appelle, de notre part, des observations particulières sur des pratiques de fractionnement :

- ✓ La rubrique entretien et réparation de véhicule pour un montant cumulé de dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-onze mille dix Francs CFA **(19 991 010 F CFA)** a été fractionnée en sept (07) DRP alors qu'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots s'imposait ;
- ✓ La rubrique achat de mobilier de bureau pour un montant cumulé de vingt un million quatre cent quarante-cinq mille cinq cent cinquante-six Francs CFA **(21 445 556 F CFA)** a été fractionnée en quatre DRP alors qu'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots s'imposait ;
- ✓ La rubrique réfection de locaux pour un montant cumulé de cent vingt-trois millions sept cent soixante-quinze mille quatre cent trente-neuf Francs CFA **(123 775 439 F CFA)** a été fractionnée en neuf DRP en lieu et place d'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots;
- ✓ La rubrique achat de matériels et outillages techniques pour un montant cumulé de cent cinq millions deux cent cinquante mille quatre cent cinquante-quatre Francs CFA **(105 250 454 F CFA)** a été fractionnée en quinze (15) DRP pour permettre à la DAGE de contourner la réglementation qui exige dans pareil cas un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots.

- d) Plusieurs marchés ont été exécutés en 2011, sans être inscrits au préalable dans le plan de passation des marchés. ;
- e) Plusieurs dossiers fournis étaient incomplets et des documents tels que les lettres d'invitation et offres des candidats n'étaient pas joints ;
- f) Les contrats et bons de commande ne sont pas datés. Lesdits contrats n'ont pas fait l'objet d'enregistrement au niveau de l'Administration Fiscale ;



- g) La composition des cahiers de charges pour les marchés dont le montant a atteint les seuils fixés par l'Arrêté n°011585 du 28/12/2007 n'est pas conforme aux dispositions de la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009 : les dossiers revus ne mentionnent pas les critères relatifs à la conformité des offres et à la qualification des soumissionnaires.
- h) Dans les pièces qui nous ont été soumises, aucun élément ne permet d'apporter la preuve de la réception par les candidats consultés, des dossiers d'appel à concurrence ;
- i) Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- j) Pour la *Réfection de l'Ecole nationale de Formation maritime*, la durée des travaux est anormalement courte. Sept jours seulement se sont écoulés entre le dépouillement (21 avril 2011) et la réception des travaux (28 avril 2011). Ce constat pose le problème de la matérialité des prestations. Le même constat vaut pour la *Construction de deux quais flottants au profit de la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches*, dont la durée des travaux nous paraît invraisemblable : cinq jours se sont écoulés entre le dépouillement intervenu le 4 mai 2011 et la réception des travaux effectuée le 9 mai 2011. Par ailleurs, le fait que la facture ait été précipitamment liquidée le même jour que la réception des travaux constitue un indice probant d'irrégularité.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

L'audit de l'exécution financière a permis de relever les réserves suivantes :

- Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas indiqués dans certains contrats ;
- Les contrats de certains marchés ne sont ni datés ni enregistrés ;
- Les mandats de paiement et les pièces attenantes n'étaient pas disponibles ;
- Les références de règlements, l'application des pénalités de retard, le prélèvement de retenues de garanties, et les précomptes de TVA n'ont pu être vérifiés du fait de l'absence des mandats de paiements ;
- Un nombre important de factures non signées par le titulaire du marché ont été liquidées et payées.

#### **1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense**

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons effectué un échantillonnage représentant 29% en montant des marchés passés sous revue.

Dans le cadre de l'audit physique nous avons visité les locaux de la DIPT pour vérifier le mobilier de bureau fourni par SENAC SERVICE pour un montant de 2 999 560 FCFA, et avons pu constater que le matériel est sur place et nous avons fait les constats suivants :

- ✓ Le mobilier n'est pas de bonne qualité
- ✓ Les supports pour fixation des bureaux sont déjà partis de même que les armoires.

Ensuite nous nous sommes rendus à l'Ecole Nationale de formation Maritime pour vérifier les travaux de réfection et nous avons fait les constats suivants :

- ✓ l'ampleur des travaux ne colle pas avec la durée énoncée dans les documents de marché (05) cinq jours ;
- ✓ les carreaux utilisés sont de moindre qualité ;
- ✓ la peinture n'est pas exécutée selon les règles de l'art, les travaux préparatoires de ponçage et de rebouchages des trous n'ont pas été effectués;
- ✓ Le montant de la réfection nous paraît être surévalué par rapport à l'existant.

Nous n'avons pas pu visiter les autres sites qui étaient échantillonnés pour l'audit technique du fait que la DAGE, après plusieurs relances, n'a pu mettre quelqu'un à notre disposition ou désigné un interlocuteur sur place pour nous permettre de faire le travail

Contre tenue de ce qui précède nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'effectivité de la dépense.

### ***1.3. Recommandations***

#### **1.3.1. Recommandations sur le dispositif**

- Conformément à l'article 6 du CMP, nous recommandons le respect de l'obligation d'inscrire toutes les acquisitions projetées dans un PPM dont la mise en œuvre doit faire l'objet d'un suivi rigoureux.
- La DAGE doit, veiller à la mise en place d'un registre des marchés numéroté, paraphé et daté ;
- Des sessions de formation complémentaires doivent être organisées pour les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des

Marchés ainsi que les agents des services utilisateurs impliqués dans le processus de passation des marchés.

### **1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés**

Nous recommandons l'application rigoureuse de la circulaire n° 0004 /PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Archiver de façon exhaustive tous les documents relatifs à la passation des marchés : lettre d'invitation, offres des soumissionnaires, factures pro forma, contrats, PV de dépouillement, PV de réception, PV d'attribution de marché, situations d'exécution budgétaire et situations des paiements ;
- Conformément à l'article 67 du CMP, transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires ;
- Conformément à l'article 67 du CMP, informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP ;
- Veiller à l'application stricte de l'article 53 du CMP en évitant de fractionner les marchés pour se soustraire à la procédure d'appel d'offres ;
- Veiller à la signature de contrat sous forme écrite lorsque les seuils sont atteints, en application du circulaire n° 0004 /PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du Décret 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- Tenir à disposition et de façon complète l'ensemble des dossiers de marchés passés au titre d'une gestion ;
- Veiller à la finalisation dans les délais requis du rapport annuel par la Commission des Marchés ;
- Appliquer les pénalités pour les retards constatés dans l'exécution des contrats ;
- Ouvrir un registre de présence des soumissionnaires lors de la séance d'ouverture des offres (Art 67 Al 3 du Code des Marchés publics) ;
- Ouvrir un registre d'enregistrement des DRP et marchés ;

- Conformément à l'article 87 du CMP, aviser systématiquement les candidats du rejet de leurs offres ;
- Prévoir dans les contrats de DRP une clause de pénalités de retard telle que prévue par l'article 133 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code Marchés publics ;
- Indiquer les dates des contrats, des PV de dépouillement, et des PV de réception ;
- Spécifier systématiquement les délais de livraison ou d'exécution des marchés dans les contrats.

## **II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### *2.1. Contexte de la mission*

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### *2.1. Objectifs de la mission*

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ;
- la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;

- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;

- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### **III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER**

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

#### **IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES**

##### ***4.1. Etapes de la mission***

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

##### ***4.2. Activités préalables au démarrage de la mission***

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.



#### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (*n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012*) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;

- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### ***4.3. Revue des procédures de passation des marchés***

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats,

l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision /expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### ***4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe***

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP recensées concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.8. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

### **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

#### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;



- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;



- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## ***5.2. Les organes chargés de la passation des marchés***

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

### *5.3. Les organes de contrôle et de régulation*

Le Décret 2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

#### **5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007.

#### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### *5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics*

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### ***6.1. Audit de la passation des marchés***

Tous les marchés exécutés au cours de la gestion 2011 ne sont pas inscrits dans le plan de passation des marchés. Par ailleurs, le PPM n'a pas été entièrement exécuté.

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

- **Sur les Marchés par appels d'offres**

- Absence de dossier de consultation (DAO) ;
- Absence d'accusé de réception des fournisseurs ;
- les offres financières des soumissionnaires ne sont pas archivées ;
- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF ;
- Le contrat au marché n'est pas joint au dossier ;
- L'offre de SAVAM est jugée non exhaustive à l'examen préliminaire mais par la suite acceptée pour examen détaillé.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

*Des marchés portant exactement sur le même montant*

- ✓ Diagnostic du système informatique et contrôle et suivi de l'installation des complexes frigorifiques pour un même montant **F CFA TTC 9 499 660.**
- ✓ Suivi de la fonctionnalité des complexes frigorifiques et études sur les conditions minimales pour bénéficier de l'appui de la cellule de redéploiement industrielle pour un même montant **F CFA TTC 9 994 600.**

**Ces ressemblances assez curieuses traduisent un manque de transparence dans les procédures concernées.**

*Fractionnements sur les marchés déroulés*

L'examen des DRP de la DAGE du Ministère de l'Economie Maritime appelle, de notre part, des observations particulières sur des pratiques de fractionnements :

- ✓ La rubrique entretien et réparation de véhicule pour un montant cumulé de **F CFA 19 991 010** a été fractionnée en sept DRP alors qu'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots s'imposait ;
- ✓ La rubrique achat de mobilier de bureau pour un montant cumulé de **F CFA 21 445 556** a été fractionnée en quatre DRP alors qu'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots s'imposait ;

- ✓ La rubrique réfection de locaux pour un montant cumulé de **F CFA 123 775 439** a été fractionnée en neuf DRP alors qu'un appel d'offres ouvert avec plusieurs lots s'imposait ;
- ✓ La rubrique achat de matériels et outillages techniques pour un montant cumulé de **F CFA 105 250 454** a été fractionnée en quinze DRP dans le but de contourner les procédures d'appel d'offres ouvert.

Ces pratiques de fractionnement constituent une violation substantielle des règles de passation des marchés publics.

- k) Plusieurs dossiers fournis étaient incomplets et des documents telles que les lettres d'invitation et offres des candidats n'étaient pas joints ;
- l) Les bons de commande ne sont pas datés. Il en est de même pour les contrats, qui, en plus, n'ont pas fait l'objet d'enregistrement au niveau de l'Administration fiscale ;
- m) Les cahiers de charges relatifs aux DRP dont les montants ont atteint les seuils fixés par l'arrêté n°011585 du 28/12/2007 ne sont pas conformes aux exigences de la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009, en termes de formulation des critères de conformité des offres et de qualification des candidats.
- n) Dans les dossiers qui nous ont été soumis, aucun élément ne permet d'apporter la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence ;
- o) Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;

Pour la *Réfection de l'Ecole nationale de Formation maritime*, la durée des travaux est anormalement courte. Sept jours seulement se sont écoulés entre le dépouillement (21 avril 2011) et la réception des travaux (28 avril 2011). Ce constat pose le problème de la matérialité des prestations. Le même constat vaut pour la *Construction de deux quais flottants au profit de la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches*, dont la durée des travaux nous paraît invraisemblable : cinq jours se sont écoulés entre le dépouillement intervenu le 4 mai 2011 et la réception des travaux effectuée le 9 mai 2011. Par ailleurs, le fait que la facture ait été précipitamment liquidée le même jour que la réception des travaux constitue un indice probant d'irrégularité.

#### **DRP Entretien et réparation de véhicules**

<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	12/8/2011
Date de dépôt des offres	15/2/2011
Attributaire	<b>GIE ALLOUCHE</b>
Date du bon de commande	
Date du contrat	

Montant du marché	<b>6 935 450 F CFA TTC</b>
Date de réception	12/12/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• TM : 7 392 700 F CFA TTC</li> <li>• GARAGE DE LA TERANGA : 7 392 700 F CFA TTC</li> <li>• COURADI-AUTO : 7 324 260 F CFA TTC</li> <li>• AD SERVICES : 7 215 700 F CFA TTC</li> <li>• GIE ALOUCH : 6 935 450 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation sont adressées aux fournisseurs le 12 aout 2011 (VL n°000426 MEM/DAGE/DFM) et la date de dépôt est fixée pour le 15 février 2011</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- PV dépouillement et PV d'attribution confectionnés le même jour (le 23/2/2011) et comportant chacun la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Pas de bordereau de livraison</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> </ul>

**DRP Travaux d'aménagement de la plateforme devant abriter la plateforme de Ouakam**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	
Attributaire	<b>GIE ALLOUCHE</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>6 935 450 F CFA TTC</b>
Date de réception	24/3/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE MASSINA : 24 992 400 F CFA TTC</li> <li>• AVCRO : 24 948 150 F CFA TTC</li> <li>• NGUISS SERVICES : 24 628 370 F CFA TTC</li> <li>• ETS EL HADJI DAME SOUGOU : 24 891 805 F CFA TTC</li> <li>• PRESCOM SENEGAL : 24 579 400 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Pas de bordereau de livraison</li> <li>- Facture définitive non signée par fournisseur mais cependant liquidée par la DAGE</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> </ul>
--	---

**DRP Réhabilitation de l'aire de transformation des produits de la pêche de Ngor**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	08/4/2011
Attributaire	<b>ETS EL HADJI DAME SOUGOU</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>15 983 100 F CFA TTC</b>
Date de réception	néant
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NGUISS SERVICES : 16 108 770 F CFA TTC</li> <li>• JOKKO DISTRIBUTION : 16 230 900 F CFA TTC</li> <li>• MAME MBACKE DIAGNE : 16 060 390 F CFA TTC</li> <li>• GIE LE MASSINA: 16 249 780 F CFA TTC</li> <li>• ETS EL HADJI DAME SOUGOU : 215 983 100 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Pas de contrat</li> <li>- Pas de bordereau de livraison</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> </ul>

**DRP : Etude sur l'impact des coupures d'électricité sur les entreprises de transformation des produits de la pêche**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	22/07/2011
Attributaire	<b>GIE GSDE</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>19 706 000 F CFA TTC</b>
Date de réception	

<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PRESERV : 21 499 600 F CFA TTC</li> <li>• SAPHIRCO : 23 387 600 F CFA TTC</li> <li>• SENEGALAISE D'ENTRETIEN ET DE TRAITEMENT : 20 915 500 F CFA TTC</li> <li>• ETABLISSEMENT DUJA: 21 759 200 F CFA TTC</li> <li>• GIE GSDE : 19 706 000 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation (TDR)</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Facture définitive non signée par fournisseur mais cependant liquidée par la DAGE</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> <li>- Absence de rapport définitif</li> </ul>

**DRP : Etude portant sur l'impact des projets dans le sous-secteur de la pêche pour la période de 2007/2010**

<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	02/03/2011
Attributaire	<b>TOUBA SERVICES</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>24 999 480 F CFA TTC</b>
Date de réception	
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PRESERVSOUMBAR EXPRES SERVICES : 26 893 920 F CFA TTC</li> <li>• THIARGANE ENTREPRISE SUARL : 26 447 340 F CFA TTC</li> <li>• MODOU GAYE 3 : 26 331 700 F CFA TTC</li> <li>• TECHNOPOINTE PLUS: 26 109 860 F CFA TTC</li> <li>• TOUBA SERVICES : 24 999 480 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation (TDR)</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Pas de contrat</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> <li>- Absence de rapport définitif</li> </ul>



**DRP : Achat de matériel et outillage technique**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	23/03/2011
Attributaire	<b>ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>9 999 792 F CFA TTC</b>
Date de réception	24/04/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• INTERMATEL LOGISTICS: 12 106 800 F CFA TTC</li> <li>• IMEXIS : 11 540 400 F CFA TTC</li> <li>• ZENITH INTERNATIONAL : 11 115 600 F CFA TTC</li> <li>• ESCOM: 10 761 600 F CFA TTC</li> <li>• ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES : 9 999 792 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> </ul>

**DRP : Contrôle, suivi et certification de la mise en norme des aires de transformation**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	17/02/2011
Attributaire	<b>LA GENERALE</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>14 986 000 F CFA TTC</b>
Date de réception	
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ETS SIGA LY : 16 142 400 F CFA TTC</li> <li>• GIE BAGDAD DISTRIBUTION : 15 446 200 F CFA TTC</li> <li>• DIABEL FAYE : 16 336 600 F CFA TTC</li> <li>• ESETRAP: 15 576 000 F CFA TTC</li> <li>• LA GENERALE : 14 986 000 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dossier de consultation (TDR)</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Contrat signé mais non daté</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> <li>- Absence de rapport définitif</li> </ul>
--	---

**DRP : Achat de matériel et outillage technique**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	15/03/2011
Attributaire	<b>NIAYE IMPORT EXPORT</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>14 825 756 F CFA TTC</b>
Date de réception	05/04/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SOPASEC SARL: 14 837 320 F CFA TTC</li> <li>• ETS EL HADJI DAME SOUGOU : 14 952 960 F CFA TTC</li> <li>• JOKKO DISTRIBUTION :14 924 640 F CFA TTC</li> <li>• N'GUISS-SERVICES: 14 879 800 F CFA TTC</li> <li>• NIAYE INPORT EXPORT : 14 825 756 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> </ul>

**DRP : Construction d'une ferme d'agriculture pour la Direction de la Gestion et Exploitation des fonds marins**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	10/05/2011
Attributaire	<b>NDIAMBOUR DEVELOPPEMENT</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>19 173 820 F CFA TTC</b>
Date de réception	10/07/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ESTCI : 19 258 780 F CFA TTC</li> <li>• SEBATIC : 19 186 030 F CFA TTC</li> <li>• HORIZON PLUS : 19 215 120 F CFA TTC</li> <li>• GIE SERMA : 19 2000 960 F CFA TTC</li> <li>• NDIAMBOUR DEVELOPPEMENT : 19 173 820 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation précisant les spécifications techniques, devis quantitatifs, plans etc.</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- Pas de propositions financières des soumissionnaires</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Pas de bordereau de livraison</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> </ul>

**DRP : Achat de matériel et outillage technique**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	01/03/2011
Attributaire	<b>GIE MANTHIATA</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>14 825 756 F CFA TTC</b>
Date de réception	05/04/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MBOLO 15 930 000 F CFA TTC</li> <li>• GIE MAME THIEBO 15 930 000 F CFA TTC</li> <li>• AC TECHNOLOGIE 15 788 400 F CFA TTC</li> <li>• AL AFIA 15 168 900 F CFA TTC</li> <li>• GPE MANTHIATA 14 998 980 F CFA TTC</li> </ul>	

Le marché a été attribué au premier moins disant

**Non conformités**

- Absence de dossier de consultation
- Absence d'accusé de réception des fournisseurs
- Pas de rapport d'évaluation
- Contrat non daté
- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP

**DRP : Formation sur le thème cadre de dépenses sectorielles moyen terme**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	21/02/2011
Attributaire	<b>ISDL</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>8 000 000 F CFA TTC</b>
Date de réception	
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• GIE SICAS</li> <li>• ASED</li> <li>• ISDL</li> <li>• OSAD</li> <li>• ASEDES</li> </ul>	
<p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettre d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Pas de bon de commande</li> <li>- Factures définitives non signées</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> </ul>

**DRP : Achat mobilier de bureau**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		néant
Date de dépôt des offres		02/05/2011
Attributaire		<b>SENEC SERVICES</b>
Date du bon de commande		néant
Date du contrat		néant
Montant du marché		<b>2 999 560 F CFA TTC</b>
Date de réception		18/05/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PG PUNTO GRAPHIC: 3 156 500 F CFA TTC</li> <li>• SIAC : 3 109 300 F CFA TTC</li> <li>• GLOBAL SERVICES: 3 368 900 F CFA TTC</li> <li>• MAFORPRES: 3 197 800 F CFA TTC</li> <li>• SENAC SERVICES : 2 999 560 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le contrat signé mais non daté</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> </ul>	

**DRP : Construction de deux quais flottants pour la Direction de la protection et de la surveillance des pêches**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		néant
Date de dépôt des offres		21/04/2011
Attributaire		<b>EPSC</b>
Date du bon de commande		néant
Date du contrat		néant
Montant du marché		<b>24 697 400 F CFA TTC</b>
Date de réception		28/04/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• GECOM INDUSTRIE: 24 992 400 F CFA TTC</li> <li>• GIE MASSINA : 24 827 200 F CFA TTC</li> <li>• IFFS : 24 809 500 F CFA TTC</li> <li>• AVCRO: 24 780 000 F CFA TTC</li> <li>• EPSC : 24 697 400 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Factures définitives non signées</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> <li>- durée de la construction nous paraît énormément courte car le dépouillement a eu lieu le 21/4/2011 et la réception le 28/4/2011 soit une semaine</li> </ul>
--	---

**DRP : Réfection école nationale de formation maritime**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	04/05/2011
Attributaire	<b>ETS DAME SOUGOU</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>19 943 770 F CFA TTC</b>
Date de réception	09/05/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AVCRO: 20 224 020 F CFA TTC</li> <li>• NAZOUROU SERVICES PRESTATION: 21 975 520 F CFA TTC</li> <li>• DAROU SALAM PRESTATION ET SERVICES : 20 718 145 F CFA TTC</li> <li>• PRESCOM: 20 025 190 F CFA TTC</li> <li>• ETS DAME SOUGOU : 19 943 770 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas d'offres financières des soumissionnaires</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMF</li> <li>- durée des travaux nous paraît énormément courte car le dépouillement a eu lieu le 04/5/2011 et la réception le 09/5/2011 soit cinq jours et la liquidation de la facture définitive pour paiement le même jour que la réception des travaux</li> </ul>

**DRP : Travaux de viabilisation et de terrassement du site devant abriter l'aire de transformation des produits de pêche à Fatick**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		néant
Date de dépôt des offres		02/02/2011
Attributaire		<b>BAOL SERVICES</b>
Date du bon de commande		néant
Date du contrat		néant
Montant du marché		<b>24 968 800 F CFA TTC</b>
Date de réception		24/02/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• TOUBA SERVICES: 26 655 020 F CFA TTC</li> <li>• MODOU GAYE 3: 25 818 990 F CFA TTC</li> <li>• SOUMBAR EXPRESS SERVICES : 25 797 750 F CFA TTC</li> <li>• TECHNOPOINTE PLUS: 25 446 700 F CFA TTC</li> <li>• BAOL SERVICES : 24 968 800 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lettres d'invitation</li> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas d'offres financières des soumissionnaires</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> <li>- durée des travaux nous paraît énormément courte car le dépouillement a eu lieu le 02/2/2011 et la réception le 24/2/2011 soit vingt-deux jours</li> <li>- La facture définitive est émise le 18/2/2011 et liquidée le 21/02/2011 alors que la réception a eu lieu trois jours après c'est-à-dire le 24/02/2011</li> </ul>	

**DRP : Travaux de réfection des locaux de la Direction des aires communautaires**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	03/02/2011
Attributaire	<b>ETS ADAMA NEGOCE</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>19 997 696 F CFA TTC</b>
Date de réception	24/02/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ETS DAME SOUGOU: 20 307 729 F CFA TTC</li> <li>• N'GUISSSE SERVICES: 20 296 035 F CFA TTC</li> <li>• MAME MOR MBACKE DIAGNE : 20 083 612 F CFA TTC</li> <li>• AVCRO: 20 024 140 F CFA TTC</li> <li>• ETS DAME NEGOCE : 19 997 696 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au premier moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dossier de consultation</li> <li>- Absence d'accusé de réception des fournisseurs</li> <li>- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution</li> <li>- Pas d'offres financières des soumissionnaires</li> <li>- Pas de rapport d'évaluation</li> <li>- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP</li> <li>- durée des travaux nous paraît énormément courte car le dépouillement à eu lieu le 03/2/2011 et la réception le 24/2/2011 soit vingt et un jours</li> <li>- La facture définitive est émise le 23/2/2011 et liquidée le 24/02/2011 alors que la réception a eu lieu le même jour</li> </ul>

**DRP : Réhabilitation de l'aire de transformation des produits de la pêche de Rufisque**

Description	Marchés
Date d'invitation	néant
Date de dépôt des offres	
Attributaire	<b>IFFS</b>
Date du bon de commande	néant
Date du contrat	néant
Montant du marché	<b>24 998 760 F CFA TTC</b>
Date de réception	<b>22/03/2011</b>
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• GOUYE MBINDE PRESTATION ET SERVICES: 25 446 700 F CFA TTC</li> <li>• ETS DAME SOUGOU: 25 582 400 F CFA TTC</li> <li>• N'GUISSSE SERVICES: 25 431 360 F CFA TTC</li> <li>• MAME MOR MBACKE DIAGNE: 25 381 800 F CFA TTC</li> <li>• IFFS: 24 998 760 F CFA TTC</li> </ul>	



Le marché a été attribué au premier moins disant

**Non conformités**

- Pas de lettres d'invitation
- Absence de dossier de consultation
- Absence d'accusé de réception des fournisseurs
- PV dépouillement contenant la proposition d'attribution
- Pas d'offres financières des soumissionnaires
- Pas de rapport d'évaluation
- Le marché n'est pas inscrit dans le plan de passation de marchés 2011 extrait du portail de la DCMP
- La facture définitive est émise le 21/3/2011 et liquidée le 22/02/2011 alors que la réception a eu lieu le même jour

### 6.2.2. Constat d'audit sur le volet de l'exécution financière

L'audit de l'exécution financière a permis de relever les réserves suivantes :

- Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas indiqués dans certains contrats ;
- Les contrats de certains marchés ne sont pas datés ni enregistrés ;
- Certains contrats n'ont pas été joints aux dossiers qui nous ont été présentés ;
- Les mandats de paiement et les pièces attenantes n'étaient pas disponibles ;
- Les références de règlements et l'application des pénalités de retard, et de retenues de garanties, et précomptes TVA n'ont pu être vérifiées du fait de l'absence des mandats de paiements.

**LISTE DES MARCHES AUDITES ET OBSERVATIONS**

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. fiches de projets en annexe)	Commentaire de l'AC
AOO- Balisage de l'aire Maine Protégée de KAYAR	CENTRE DE LA MER	49 846 370	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Entretien et réparation de véhicule	GIE ALLOUCH	6 935 450	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Travaux d'aménagement de la plateforme devant abriter le complexe frigorifique de ouakam	PRESCOM SENEGAL	24 579 400	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Réhabilitation de l'aire de transformation des produits de la pêche de Ngor	ETS ELHADJI DAM SOUGOU	15 983 100	la DAGE s'est conformé de façon peu suffisante aux dispositions du CMP.	
Etude sur l'impact des coupures d'électricité sur les entreprises de transformation des	GIE G.S.D.E	19 706 000	A notre avis, du fait des	

produits de la pêche			points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Etude portant sur l'impact des projets dans le sous-secteur de la pêche pour la période 2007 /2010	TOUBA SERVICE	24 999 480	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Achat de matériel et outillage technique	ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES	9 999 792	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Contrôle suivi et certification de la mise en norme des aires de transformation	LA GENERALE	14 986 000	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Achat de matériel et outillage technique	NIAYE IMPORT EXPORT	14 825 756	la DAGE s'est conformé de façon peu suffisante aux dispositions du CMP.	

Construction d'une ferme	NDIAMBOUR DEVELOPPEMENT	19 173 820	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Achat de matériel et outillage technique	GPE MANTHIATA	14 998 980	la DAGE s'est conformé de façon peu suffisante aux dispositions du CMP.	
Formation sur le thème cadre de dépenses sectorielles moyen terme	ISDL	5 000 000	la DAGE s'est conformé de façon peu suffisante aux dispositions du CMP	
Achat de mobilier de bureau	SENAC SERVICE	2 999 560	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Construction de deux quais flottant pour la Direction de la protection et de la surveillance des pêches	EPSC	24 697 400	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Réfection école nationale de formation Maritime	ETS ELHADJI DAM SOUGOU	19 943 770	A notre avis, du fait des	

			points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Viabilisation et terrassement à Fatick	BAOL SERVICE	24 968 800	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Réfection des locaux de la Direction des aires communautaires	ETS ADAMA NEGOCE	19 997 696	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Réhabilitation de l'aire de transformation des produits de la pêche de Rufisque	IFFS	24 994 760	A notre avis, du fait des points évoqués sur la fiche en annexe, la DAGE ne s'est pas conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP.	
Acquisition de deux véhicules berline de 11 CV	ESPACE AUTO	13 500 000	la DAGE s'est conformé de façon suffisante aux dispositions du CMP	

### 6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations	Commentaire AC
Réhabilitation de l'aire de transformation des produits de la pêche de Ngor	ETS ELHADJI DAM SOUGOU	15 983 100		
Viabilisation et terrassement à Fatick	BAOL SERVICE	24 968 800		
Réfection école nationale de formation Maritime	ETS ELHADJI DAM SOUGOU	19 943 770	Voir ci-dessous	
Travaux d'aménagement de la plateforme devant abriter le complexe frigorifique de ouakam	PRESCOM SENEGAL	24 579 400		
Achat de mobilier de bureau	SENAC SERVICE	2 999 560	Voir ci-dessous	
Acquisition de deux véhicules berline de 11 CV	ESPACE AUTO	13 500 000		
<b>TOTAL</b>		<b>101 974 630</b>		
<b>TOTAL DEPENSE ECHANTILLON</b>		<b>352 136 134</b>		
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>		<b>29%</b>		

Dans le cadre de l'audit physique nous avons visité les locaux de la DIPT pour vérifier le mobilier de bureau fourni par SENAC SERVICE pour un montant de 2 999 560 FCFA, et avons pu constater que le matériel est sur place et nous avons fait les constats suivants :

- ✓ Le mobilier n'est pas de bonne qualité
- ✓ Les supports pour fixation des bureaux sont déjà partis de même que les armoires.

Ensuite nous nous sommes rendus à l'Ecole Nationale de formation Maritime pour vérifier les travaux de réfection et nous avons fait les constats suivants :

- ✓ l'ampleur des travaux ne colle pas avec la durée énoncé dans les documents de marché (05) cinq jours ;
- ✓ les carreaux utilisés sont de moindre qualité ;
- ✓ la peinture n'est pas exécutée selon les règles de l'art car ils n'ont pas effectué les travaux préparatoires de ponçage et de rebouchages des trous ;
- ✓ Le montant de la réfection nous paraît être surévalué par rapport à l'existant.

Nous n'avons pas pu visiter les autres sites qui étaient échantillonnés pour l'audit technique du fait que la DAGE, après plusieurs relances, n'a pas pu nous mettre quelqu'un à notre disposition ou un interlocuteur sur place pour nous permettre de faire le travail

Contre tenue de ce qui précède on ne peut pas se prononcer sur l'effectivité de la dépense

## **VII. RECOMMANDATIONS**

### ***7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés***

- **MISE EN PLACE DE LA COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La DAGE devra se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics relatives à la mise en place de la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés en vue d'assurer une bonne conduite des procédures de passation des marchés.

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

En dehors de l'élaboration du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, la Cellule doit produire des rapports trimestriels d'activités à transmettre à la DCMP conformément au modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ces rapports permettront d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- **Plan de passation des marchés et Avis général de passation des marchés**

La DAGE doit se conformer aux dispositions du CMP en évitant d'exécuter des activités qui ne figurent pas de PPM.

### ***7.2. Recommandations relatives aux marchés***

#### **7.2. 1. Recommandations relatives aux AOO**

- Elaboration de dossier de consultation précisant clairement les quantités, les spécifications techniques etc.
- Veiller à inscrire le marché dans le plan de passation des marchés conformément au CMP
- Veiller à l'archivage des documents essentiels

Eviter de poursuivre au niveau de l'examen détaillé les offres non exhaustives



### **7.2.2. Recommandations relatives aux DRP**

- La mise en œuvre de la procédure de DRP doit être conduite rigoureusement en conformité avec les dispositions du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins, le respect des délais de remise des offres et de l'exécution des prestations, l'établissement des PV d'ouverture des plis et d'attribution , l'élaboration de rapports d'évaluation des offres, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus ;
- La DAGE devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée ;
- La DAGE doit éviter de recourir au fractionnement pour éviter la procédure d'appels d'offres ouverts.

### **7.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la DAGE en matière de passation des marchés**

Après mise en place de la Cellule des marchés, nous recommandons à la DAGE de prévoir un programme de renforcement des capacités de ses membres et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

### **7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

La DAGE devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP (Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes).

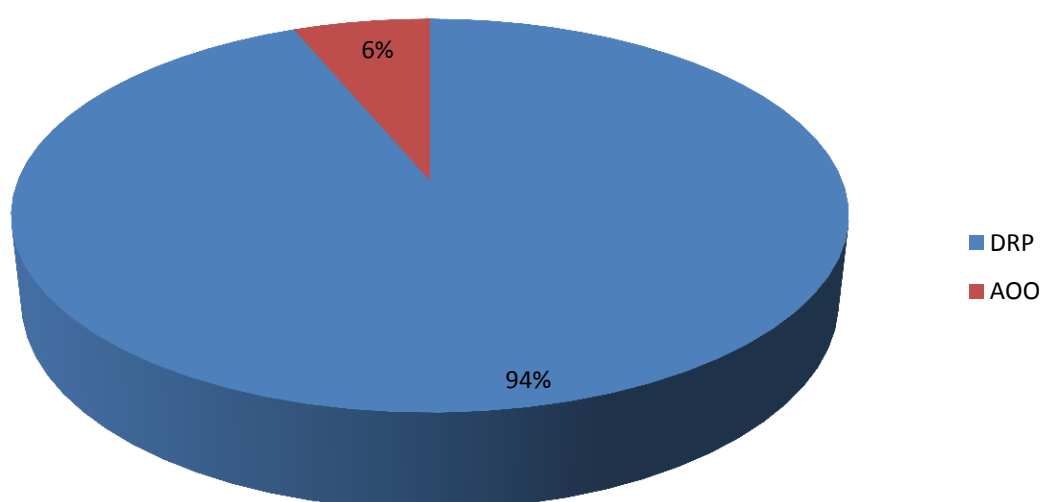
## **VIII. ANNEXES**

**ANNEXE : 1**  
**STATISTIQUES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	11	<b>564 771 524</b>
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	2	913 556 463
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	68	743 519 790
Entente Directe (ED)	0	0
Convention	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>2 221 847 957</b>

## COMPOSITION DE L'ÉCHANTILLON

Composition de l'échantillon en valeur




**ANNEXE 2 :  
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	100 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	40 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

**ANNEXE 3 :**  
**REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi

\*\*\*\*\*



**MINISTRE DE LA PECHE ET DES  
AFFAIRES MARITIMES**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT**

\*\*\*\*\*

N° 000367  
MPAM/DAGE/rs

Dakar, le 06 JUIN 2013

**LE DIRECTEUR,**

**Objet :** Observations formulées par les services de la Direction de l'Administration et de l'Equipeement (DAGE) sur le rapport de la Revue Indépendante de la Passation des Marchés de la gestion 2011

**Réf. :** Lettre en date du 24 mai 2013

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour observations, le rapport provisoire porté en objet.

L'examen dudit document suscite de ma part les observations et commentaires ci-après.

Sur les actes à prendre et à publier

- L'Avis général de la Passation des Marchés (AGPM) a été publié au quotidien le Soleil des samedi et dimanche 05 et 06 mars 2011 (voir copie).

La production et la transmission du rapport annuel régies par l'article 143 (et non 141) ont été réalisées de même que le rapport du premier trimestre 2011. Mais la compréhension de l'article 143 susmentionné était que désormais, seule la production du rapport annuel est obligatoire.

Toutefois, si tel n'est pas le cas, les rapports trimestriels pourraient être bien repris. Il est à signaler simplement que la DCMP, depuis 2011, n'a fait aucune observation dans ce sens ni par courrier, ni lors des rencontres qu'elle organise avec les coordonnateurs des CPM.

A

Monsieur Mame Thierno MBACKE  
Directeur général du Cabinet GMS  
Représentant le Groupement GMS/SSPM  
Liberté 6 Extension en face Camp Leclerc  
Immeuble Moustapha, 2<sup>ème</sup> étage à gauche

**DAKAR**

**GMS**  
Audit & Expertise  
Courrier Arrivé  
Date : 14-06-2013  
Sous le N° 074

- Pour ce qui est de l'arrêté portant désignation des membres de la Commission des marchés, il prévoit, outre les deux membres mentionnés dans le rapport et leurs suppléants, un représentant du service bénéficiaire comme membre.

Je signale qu'au regard de la taille du Ministère, il a été procédé ainsi dans l'élaboration de cet acte réglementaire mais chaque service désigne ces représentants en début de gestion (voir copies des correspondances y afférentes).

#### Sur les pièces justificatives des paiements

Il convient de relever que les modalités pratiques liées à la procédure d'exécution de la dépense publique sont aménagées de telle sorte qu'après la proposition de liquidation, l'administrateur de crédits est dessaisi et ne parvient plus à disposer des pièces générées notamment les mandats et autres documents ayant une incidence sur le paiement.

En ce qui concerne les contrats, il s'agit de manquements dans l'archivage des dossiers. En effet, les dossiers archivés lors de l'émission de la proposition d'engagement n'ont pas été complétés avec les pièces qui ont servi à proposer la liquidation. Toutefois, des copies de contrats afférents à ces dossiers ont pu être retrouvées avec les prestataires et fournisseurs. Ces copies sont versées en annexe de la présente.

#### Sur les procédures

En dehors des marchés passés par appel d'offres pour lesquels des fiches d'émargement sont ouvertes, les lettres de saisine pour les Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) ont toujours été transmises suivant les modalités de transmission des autres documents. C'est la raison pour laquelle un registre de marché n'a pas été ouvert pour recueillir des décharges de prestataires et fournisseurs.

Il convient également de porter à votre attention que certaines rubriques budgétaires (autres...) renvoient à des catégories de dépenses variées et complexes, très souvent sans rapport pour ce qui est des trois sous-secteurs que compte le Ministère : Transports maritimes, Pêche et Fonds marins.

Cet état de fait rend difficile le choix de la procédure Appel d'Offres (AO) dans la pratique. Cette situation a été versée à la réflexion lors de la réforme du cadre harmonisé des finances publiques ; et le nouveau décret portant nomenclature budgétaire y apportera des solutions en spécifiant les rubriques budgétaires suivant chaque sous-secteur.

Au titre des considérations spécifiques, je signale que contrairement aux statistiques relevées dans le rapport sur le nombre de marchés passés par Appel d'Offres (un seul), la DAGE a passé durant l'année 2011, onze (11) marchés par AO pour un montant de 564 771 524 F CFA et deux marchés par Appel à manifestation d'intérêt d'un montant de 913 556 463 F CFA, soit un total cumulé de 1 478 327 987 F CFA.



Le tableau récapitulatif desdits marchés a été remis à Monsieur Mame Thierno MBACKE, Directeur général du Cabinet GMS lors de la séance de prise de contact du 25 janvier 2013. Le même document a été remis à Monsieur Daouda NDIAYE, SPM ; document sur la base duquel la sélection de deux marchés avait été faite :

- ✓ F\_DAGE\_01 pour 13 500 000 F CFA ;
- ✓ F\_DAGE\_04 pour 49 846 370 F CFA.

Apparemment l'échantillon aurait été choisi sur la base de chiffres erronés pour ceux qui concernent les marchés passés par AOO et par AMI.

Pour l'annexe 1, les statistiques devraient s'établir comme suit :

- ✓ 11 marchés par AOO pour un montant total de 564 771 524 F CFA ;
- ✓ 02 marchés par AMI pour un montant total de 913 556 463 F CFA (ceux-ci ne figurent pas sur le tableau).

Enfin, des mesures correctives sont en cours concernant les autres observations, notamment l'archivage, la formation, etc. qui sont à l'origine de l'essentiel des griefs relevés.



Ousmane DIALLO